



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
9 septembre 2010  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettres identiques datées du 7 septembre 2010, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je m'adresse à vous pour vous informer d'une nouvelle grave violation de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité. Le vendredi 3 septembre 2010, une série d'explosions ont fait sauter une cache d'armes à Shehabiyya, un village situé à 15 kilomètres à l'est de la ville de Tyr au Liban. Ces explosions, qui ont commencé à environ 12 h 45 (heure locale), se sont produites dans une habitation située à la périphérie du village et auraient, selon les informations, fait cinq blessés parmi la population civile. L'habitation en question était, en réalité, le domicile d'un militant du Hezbollah dénommé Wisam Saloum et servait de cache d'armes pour le mouvement.

À la suite de ces explosions, des agents du Hezbollah ont bouclé la zone et retardé le déploiement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) chargée d'enquêter sur les circonstances de l'incident, et ce, afin d'éliminer les preuves de leurs activités illicites avant que la Force soit autorisée à inspecter le secteur. Comme le montre l'enregistrement vidéo pris par les Forces de défense israéliennes (FDI), les agents du Hezbollah ont retiré des lieux des éléments de preuve qu'ils ont transportés en camion et en voiture jusqu'à des villages proches situés dans la zone d'opérations de la FINUL, en premier lieu, puis vers des villages situés hors de cette zone. Bien que les Forces armées libanaises aient été présentes sur place, elles n'ont pris aucune mesure en vue d'enquêter sur ces incidents ou d'empêcher le retrait d'indices.

Ce grave incident survenu à Shahabiyya est le troisième de ce genre qui s'est produit au cours des 14 derniers mois. Il fait suite à d'autres explosions similaires survenues dans les villages de Khirbat Salim, le 14 juillet 2009, et de Tayr Fils, le 12 octobre 2009. À chacune de ces occasions, la FINUL a expérimenté des retards pour se rendre sur les lieux.

L'introduction clandestine et la présence de ces armes sont en contravention directe avec la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, de même que les entraves à la liberté de mouvement de la FINUL après les explosions.

Les explosions survenues à Shehabiyya, tout comme celles qui ont précédé, confirment ce qu'Israël répète depuis l'adoption de la résolution 1701 (2006), à savoir que le Hezbollah continue de renforcer son infrastructure militaire dans tout le Liban, y compris au sud du Litani. Comme indiqué précédemment par Israël dans



de multiples lettres et déclarations adressées au Secrétaire général et au Conseil de sécurité – y compris sa toute dernière déclaration au Conseil prononcée le 30 août 2010 (voir S/PV.6375), à la suite de l'adoption de la résolution 1937 (2010) – le Hezbollah a adapté son mode opératoire en plaçant le plus gros de son arsenal dans des villages de civils et en utilisant les habitations comme bunkers et dépôts d'armes. Ces actes du Hezbollah constituent une violation manifeste de la résolution 1701 (2006), qui met gravement en péril la stabilité de la région. De plus, il est au plus haut point alarmant de constater que le Hezbollah entrepose délibérément ses armes à proximité immédiate de civils, mettant ainsi en danger la population libanaise civile locale.

Les explosions à Shehabiyya, ajoutées à l'intention déclarée du Hezbollah de conserver et renforcer son arsenal terroriste, doivent susciter de graves préoccupations. Le fait que ce mouvement cherche à reconstituer ses forces au sud du fleuve Litani tout en se fondant dans la population civile ne fait qu'aviver cette préoccupation. À cet égard, on notera que cet incident odieux s'est produit quatre jours seulement après l'adoption de la résolution 1937 (2010), dans laquelle le Conseil de sécurité demande à nouveau « que soit établie, entre la Ligne bleue et le Litani, une zone d'exclusion de tous personnel armé, biens et armes autres que ceux déployés dans la zone par le Gouvernement libanais et la FINUL ».

Israël tient à rappeler que la politique suivie par les Forces armées libanaises, qui consiste à fermer les yeux sur les activités du Hezbollah, notamment l'élimination des éléments de preuve et le fait de retarder le déploiement de la FINUL, est très préoccupante. Elle témoigne, à l'instar des incidents survenus à Khirbat Salim et Tayr Fils, d'une tendance particulièrement inquiétante.

Je voudrais saisir cette occasion pour demander que soit transmise dès que possible une copie des résultats de l'enquête conduite par la FINUL sur les explosions du 3 septembre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur  
(Signé) Meron **Reuben**